

crise à l'université du pays basque

L'université basque, UPV, d'Euskadi sud qui, comme on le sait, ne comprend pas la Navarre, connaît une crise sans précédent depuis des mois. La situation s'est nettement dégradée, le 30 septembre dernier, date limite pour le renouvellement des contrats dits "administratifs" et qui a été refusé par 85 professeurs. En effet, la loi universitaire espagnole (qui s'applique dans les trois provinces dites Vascongadas) reconnaît timidement, surtout depuis la sentence du tribunal social n°3 de Bilbao du printemps dernier, qu'une deuxième voie contractuelle, dite "laborale", purement administrative, est légale dans l'Etat espagnol.

Désormais, pour parler plus simplement, on peut être professeur d'université sans être nécessairement fonctionnaire officiel de l'Etat espagnol. Dès que cette voie a été ouverte, tout un ensemble de professeurs basques d'université, pas très enthousiastes devant la perspective de devenir un jour des fonctionnaires espagnols à part entière, a décidé de donner son enseignement en tant que "travailleurs intellectuels". Le premier chiffre de demandes — plus d'un demi-millier — a fait peur aux responsables politiques espagnols d'ici et de Madrid qui ont cru voir, et ils ont vu clair, qu'une partie importante de l'université basque échapperait à leur contrôle et que la basquisation de l'UPV, linguistique et sociologique, devenait possible.

De notre point de vue, si nous voulons arriver un jour à une uni-

Par Txillardegui

versité basque qui mérite ce nom : une université bascophone, indépendante de l'appareil administratif madrilène, la revendication de la voie "laborale" (et non administrative) est essentielle. Ce n'est pas un hasard si les promoteurs de l'opération sont, grosso modo, des abertzale de gauche bien connus. Une campagne de menaces plus ou moins voilées a été déclenchée dès le printemps dernier, ce qui a eu pour résultat la réduction du groupe de demandeurs initial. Le 1er octobre, seulement 85 professeurs se refusaient encore à signer le contrat administratif proposé. Ceci a provoqué leur expulsion des cadres de l'université pour refus de signature de contrat offert et opposition à pourvoir leur place. Ces 85 collègues viennent de tout un ensemble de facultés : 8 expulsés à la faculté des sciences, 14 à celle de journalisme, 9 à celle des beaux-arts, 16 à l'école normale, 4 à celle de droit, 19 aux trois centres de Zorroaga et 21 à la faculté d'informatique.

Les intéressés sont privés de leur salaire depuis le 1er octobre et ne reçoivent que quelques ressources de "résistance" collectées à la hâte à l'université parmi les professeurs non expulsés. Un mouvement de grève a été déclenché depuis la mi-octobre avec l'appui décisif des étudiants qui ont occupé

plusieurs facultés et bureaux tout au long des semaines, avec une violente incursion de l'Ertzaintza sur le campus de Bilbao pour vider les lieux.

Le tribunal, qui devait rendre son verdict le 19 ou le 20 décembre, a reporté sa décision à la fin janvier pour des raisons obscures. Le pourrissement de la situation est ainsi total, surtout à Zorroaga, école normale, et à la faculté d'informatique où les cours ont été pratiquement inexistantes tout au long du trimestre. Devant l'impossibilité de constituer les jurys, les épreuves préalables de langue basque ont été reportées à trois reprises. Maître Salazar, qui est l'avocat des professeurs congédiés, invoque le droit inaliénable des professeurs à un contrat non administratif. Le 19 décembre, il y aura un rassemblement à Lakua, siège du gouvernement basque de Gasteiz, pour exiger une nouvelle fois la démission du recteur et le respect des contrats non administratifs pour les 85 professeurs congédiés. La situation reste donc extrêmement confuse et tendue.

Deux constats sur cette crise :
 - le PSOE qui contrôle le secteur universitaire use de tous les moyens pour retarder la basquisation de l'UPV,
 - le Statut de Gernika montre ici ses limites, dans un domaine éminemment sensible pour le devenir d'Euskadi, lui qui ambitionne de répondre positivement à la réappropriation basque de l'enseignement et de la culture.

FLORENCE DELAY PRIX F. MAURIAC

■ Enbata avait salué, dès sa sortie (Enbata n°1138 du 16 août 90), le dernier roman de Florence Delay «Etxemendi», publié chez Gallimard.

Le contenu de ce livre, tout entier pétri de la résistance nationale basque, a provoqué quelques vagues dans l'univers intellectuel parisien qui découvrait ainsi une prise de conscience peu orthodoxe d'un des siens. A sa manière, Florence Delay bousculait en effet le culte de l'Etat-nation et la condamnation a priori de tout "terrorisme". Ses origines basques, son admiration pour Bergamin dont elle fut la traductrice, la qualité des hommes et femmes au service de la cause basque ont entraîné l'auteur d'«Etxemendi» à rompre des tabous.

Il faut croire que la dernière oeuvre littéraire de Florence Delay est suffisamment forte pour que ceux qui font profession de consacrer le talent y soient cependant contraints. C'est ainsi que le sixième prix François-Mauriac, créé en 1985 à l'initiative de la région Aquitaine pour célébrer le maître de Malagar, vient de lui être attribué par sept voix contre six à Arron-Vignod, l'auteur du "Cabinet des éclipses".

A Florence Delay, déjà lauréate du prix Fémina 1983, toutes nos félicitations renouvelées.

MICHEL PORTAL 7 D'OR

■ Le monde culturel basque connaît bien le talent et la générosité de Michel Portal, l'un des meilleurs musiciens classiques et jazz de sa génération. Notre Bayonnais vient, entre deux tournées au Japon ou en Amérique, d'être honoré lors de la soirée de lundi 17 décembre, retransmise du Lido de Paris sur TF1, d'un sept d'or pour une musique de téléfilm. Le son du bandonéon, qui mettait entre parenthèses la tumultueuse émission de Michel Polac "Droit de réponse", avait déjà envoûté les téléspectateurs. Bravo pour la nouvelle consécration de notre ami.

GORESMENAK

■ Michel Berhocoirigoin, leader d'Euskal laborarien batasuna, vient d'être élu secrétaire général de la «Confédération paysanne», syndicat auquel est rattaché ELB. Les qualités intellectuelles et humaines de ce syndicaliste sont ici reconnues bien au-delà du Pays Basque qu'il marque déjà de sa forte personnalité.

Enbata le félicite.

■ Dans notre éditorial en euskara du 6 décembre, nous indiquions que la pastorale "Maréchal Harispe", montée par le village de Musculdy, était reportée d'un an. Les animateurs de cette pastorale nous font savoir qu'elle se jouera bien en juillet-août 1991.

■ Nos lecteurs ont suivi avec intérêt les péripéties de la benoïterie d'Arbonne que la récente décision du ministère de la Culture d'inscription à l'inventaire des monuments historiques vient de sauver in extremis des bulldozers dépêchés par la municipalité.

Cette bonne nouvelle se double aujourd'hui de celle de la réconciliation du village car, le 11 décembre, une réunion s'est tenue à la mairie d'Arbonne, à la demande de l'association Andere Seroraenea, sous la présidence du maire, Beñat Abeberry. Un accord est en effet intervenu entre les défenseurs de la benoïterie et les élus locaux portant sur divers points :

- annulation des procédures judiciaires de part et d'autre,
- création d'une commission extra-municipale, composée d'élus municipaux et de membres de l'association, chargée d'étudier l'utilisation culturelle de la benoïterie restaurée,
- restauration d'Andere Seroraenea en sollicitant tous les partenaires possibles, ministère de la Culture, région, département...

Un conseil municipal, prévu vendredi 21 décembre, devrait officialiser cet accord. Déjà l'association, en concertation avec les milieux culturels et scolaires, a suggéré les grandes lignes de l'utilisation de la benoïterie : création d'une bibliothèque centrée sur l'histoire du village, des benoïteries, du Pays Basque..., aménagement d'une salle de petite exposition.

Réjoignons-nous que ce conflit débouche sur pareils consensus. Un exemple !